

DE GRANDS SUCCES

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS POUR L'ACADEMIC PRIDE : PLUS DE 10000 DANS LA FRANCE ENTIERE

Au moment où le gouvernement tend à démanteler le CNRS, après avoir focalisé l'INSERM sur des recherches très finalisées, et asservi à une régulation économique marchande le monde universitaire, ceux qui défendent le service public de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont clamé avec force la fierté des valeurs qui fondent nos métiers. Partout, des cortèges colorés, des centaines de jeunes doctorants et docteurs (même sous la pluie !).

Les orientations des gouvernements successifs via l'ANR, le pacte sur la recherche, l'AERES et la loi LRU déstabilisent les équipes de recherche, pervertissent la vie scientifique et universitaire et génèrent une précarité croissante. Les dégâts scientifiques sont déjà considérables et liés à l'absence de toute création d'emplois statutaires depuis deux ans et, au-delà d'illusions médiatiques, à des budgets qui stagnent.

Exprimer la solidarité de missions de tous les établissements universitaires et de recherche, celle des chercheurs et des enseignants-chercheurs, contre les logiques de concurrence qui font le cœur de la politique gouvernementale, fait sens aujourd'hui. L'explosion du CNRS, en tant qu'organisme de recherche fondamental pluridisciplinaire, la disparition d'une grande partie des SHS, les menaces sur les sciences de la vie, sur l'informatique, et le pilotage direct des disciplines susceptibles de transferts technologiques quasi immédiats, sont désastreux.

Le SNESUP porte la contestation des idées reçues : « masse critique des établissements », « standards internationaux », « classement de Shanghai », « concurrence pour l'excellence »,... comme celle des indicateurs de performance (ceux de la LOLF et de la loi LRU) inventés par les technocrates.

Pour réorienter, dans le sens de l'intérêt général, les politiques publiques d'enseignement supérieur et de recherche, il y a urgence à entendre la communauté scientifique, à mettre en chantier une loi-programme appuyée sur de réels engagements budgétaires pluriannuels et des créations d'emplois statutaires revalorisés. 5000 emplois nouveaux par an : une nécessité pour la réussite des étudiants, pour le rayonnement de la recherche.

D'autres initiatives se préparent, en particulier pour le 19 juin (conseil d'administration du CNRS).

LES DERNIERS RESULTATS CONFIRMENT LA CONTESTATION PAR LES UNIVERSITAIRES DE LA LOI LRU ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE FORMATION

Date élections	UNIVERSITES	CA Collège A			CA Collège B		
		Participation électorale	% Voix*	Nbre sièges*	Participation électorale	% Voix*	Nbre sièges*
20/05/08	CAEN	76,20%	71,15%	6/7	45,50%	67,20%	6/7
21/05/08	PARIS VIII	77,36%	71,27%	6/7	58,15%	69,10%	6/7
27/05/08	PARIS XI**		70 %	6/7		78 %	6/7

* Listes s'opposant à la logique de la loi LRU, largement soutenues par les sections syndicales du SNESUP

**La dynamique SNESUP-SNCS a joué à plein à Orsay où nos deux syndicats ont tenu congrès ensemble en avril.

PAS DE PAUSE POUR L'ACTION (désinformation dans les journaux du mercredi 28 mai)

Lors de la réunion de l'intersyndicale de l'éducation du mardi 27 mai, la FSU a proposé de poursuivre l'action en appelant dès maintenant à une journée de grève nationale unitaire le vendredi 6 juin. Aucun accord n'a pu être trouvé sur cette orientation : certains partenaires considérant qu'aucune action nationale d'ampleur n'était envisageable dans cette période. La FSU, ne saurait envisager un tel arrêt de l'action alors que le gouvernement s'entête, à maintenir les suppressions de postes pour 2008 et que se profilent de nouvelles suppressions pour 2009, le Président de la République venant encore de confirmer comme non négociable le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, que vont être mis en œuvre les programmes contestés du primaire et qu'aucune négociation n'est ouverte sur la revalorisation du métier d'enseignant. A cela s'ajoute le dépôt par le gouvernement d'un projet de loi remettant en cause le droit de grève dans l'éducation nationale à travers le « service minimum d'accueil ».

La FSU est déterminée à parvenir dans les prochains jours à une décision d'action unitaire avec tous ceux qui considèrent que l'action doit être poursuivie en juin. Elle appelle dès à présent à développer les actions locales. Elle appelle les personnels à faire connaître ces propositions, à débattre à la foi à la fois des suites immédiates de l'action et de la préparation de la rentrée pour imposer la prise en compte de leurs exigences. *(extraits du communiqué FSU)*